

Tous les ateliers de réflexions actuels me semblent très importants. Ils sont nécessaires pour décrypter le présent et construire les luttes à venir, mais ces combats se heurtent à la désespérance, aux aigreurs induits pas toutes les déceptions passées. Pour remobiliser tous ces gens désabusés, leur redonner l'envie de la lutte et du retour aux urnes, il faut leur ouvrir une perspective. Nous sommes les seuls à pouvoir le faire. Personne, pas même la France Insoumise, ne peut présenter un nouveau projet de société. En somme, le projet de la FI est de vider le seau du capital dans le seau du travail pour rétablir un équilibre. Peut-être peut on dire que se sont des Sociaux-démocrates libertaires. L'actualité démontre que c'est une impasse. Après des remises en cause des droits au fil du temps, aujourd'hui en deux lois, la loi El Khomri et les ordonnances Macron, nous sommes quasiment revenus sur un siècle de conquête sociale, à l'époque de Germinal d'Émile Zola. Il n'y a pas d'autre choix que de prendre le pouvoir au capital pour garder et gagner d'autres acquis, pour la libération humaine, la suppression de la prédation. Seul un projet communiste peut répondre à cette attente.

Un parti communiste qui est sur la défensive, qui ne sait pas proposer une alternative aux salariés, perd sa raison d'être et est condamné à péricliter. Pour justifier son existence il doit donner une vision communiste de l'avenir simple et que le monde du travail peut directement s'approprier. Nous ne sommes pas dépourvus en la matière, nous avons le « Contrat Emploi Formation ». Malgré nos efforts, en dehors des militants, peu de gens le connaissent et sont capables d'en donner une explication. Il n'est pas directement transparent, compliqué à appréhender. Difficile de mobiliser dans ces conditions. Lors de sa création c'était sans doute un bon début, mais aujourd'hui reconnaissons que ce projet nous mène dans une impasse.

Si quelqu'un a un projet communiste à présenter, qu'il le fasse et nous l'analyserons pour en voir sa pertinence. A ce jour, je ne n'en connais qu'un, le « Salaire à Vie » de Bernard Friot. Il interpelle dès son énoncé, pose directement l'idée du changement. Quand vous répondez « Sécurité Sociale à sa création », « Statut des Fonctionnaires », « Salariés, Propriétaires d'Usage des Entreprises », « Caisse des Salaires » et « Caisse des Investissements », cela donne concrètement et directement a voir une société communiste. Un projet n'a pas à être exhaustif, ce serait d'ailleurs contraire à notre idée de construction citoyenne. Il doit juste donner une vision d'avenir.

Dans un pays comme la France qui dépend largement de l'étranger pour ses sources énergétiques. Dans le monde actuel ou un objet complexe comme une automobile se construit dans plusieurs pays. Rajoutons la finance internationale. Nos adversaires ont des moyens de pression importants. C'est pourquoi il faut travailler rapidement à une grande solidarité européenne et mondiale. Construire un nouvel internationalisme déterminé, de solidarité, de combat et de projet est une nécessité et une urgence pour tous les peuples.

Si le parti doit avoir des analyses et des objectifs de combat, il n'a pas à avoir un programme qui plus est exhaustif, cela brouille notre message et nous amène à faire des propositions Keynésiennes qui ne contribuent pas à marquer notre différence. Seul un projet communiste est une nécessité.

Le deuxième marqueur de notre parti est le combat pour l'union, le rassemblement. Bien sûr, cela doit perdurer et c'est là que nos propositions et notre projet peuvent participer à la construction d'un programme de rassemblement et d'union qui par définition ne sera pas communiste. Ce programme sera d'autant plus proche de notre projet et de nos objectifs de lutte que nous aurons su les porter dans les cités et les entreprises et qu'ils seront entrés dans les consciences. Pour autant nous ne devons jamais cesser de défendre notre projet communiste, même pendant les campagnes électorales.

Je voudrais faire deux remarques par rapport à l'union. L'idée de la FI c'est que c'est eux le rassemblement et que si l'on en est aussi on doit les intégrer et donc se dissoudre en eux comme l'ont fait le PG et Ensemble. En quelle sorte, si l'on n'est pas à FI on est un hérétique sans importance et l'on doit péricliter ou disparaître. C'est ce qui fonde leur dérive vers un certain sectarisme. En conséquence, sans renoncer à mener des combats et à chercher le rassemblement, il ne faut pas privilégier la FI. Nous nous y épuiserions et y perdrons notre crédibilité en pure perte.

Mélenchon utilise toujours la même recette depuis la création du FG. Il se réunit avec celui auquel il veut faire porter la responsabilité de son propre refus d'union. C'est ce qu'il a fait avec Benoît Hamon pour les présidentielles et avec Pierre Laurent pour les législatives. Nous devons donc prendre garde dans nos relations avec lui. Il dénonce les comportements politiques alors qu'il en est un brillant adepte.

Traditionnellement, dès lors que nous faisons l'union avec le PS pour ne pas s'immiscer dans leur fonctionnement interne, nous acceptons leurs candidats sans discuter. Nous avons payé cela très cher au point de passer comme co-responsables des échecs. Maintenant nous devrions mettre une ligne rouge et refuser de se réunir avec les candidats qui s'inscrivent dans la dérive néo-libérale. A charge au PS de prendre ses responsabilités et de décider ce qu'il a à faire.

Voilà quelques idées que je soumets à votre attention, en espérant que le débat sur le projet communiste s'inscrira comme une des priorités dans les discussions alors qu'il me paraît absent dans les grilles de réflexions du congrès.

Daniel Arrivault.